

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1920.

Projet de loi tendant à garantir la liberté syndicale

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Ce ne sont plus des individus mais des groupes que mettent en présence aujourd'hui la conclusion des contrats de travail et les difficultés qui naissent de leur application.

Tandis que les industriels tendent à s'unir pour faciliter la vente et l'achat de leurs produits, régler la production et assurer ainsi la stabilité des marchés, les ouvriers, de leur côté, acquièrent de plus en plus la notion de la solidarité du métier et cherchent dans la puissance et la discipline de leurs associations l'amélioration des conditions de travail.

Soit qu'elles se constituent en unions professionnelles sous le régime de la loi du 31 mars 1898, soit que, adoptant toute autre dénomination, elles restent sous le régime du droit commun, toutes ces associations, connues sous le nom générique de syndicats, reposent sur des contrats; elles ont une activité juridique intense; leur rôle acquiert une importance considérable dans le domaine économique et social.

Le projet qui vous est soumis proclame le principe de la liberté syndicale. L'ouvrier ou l'employé est libre de se syndiquer. Il est libre de ne pas se syndiquer. Il est libre de faire partie du syndicat de son choix.

Qu'il soit prouvé qu'un patron a congédié une partie de son personnel pour cette seule raison que les ouvriers remerciés sont affiliés à un syndicat, il paraît impossible, sous le régime de la législation actuelle, d'appliquer à ce fait une sanction quelconque, civile ou pénale. Qui ne voit, cependant, que l'exercice de pareille faculté tend à fausser les conditions normales de la conclusion du contrat de travail en maintenant l'une des parties dans un état d'isolement et d'infériorité! Si l'on tient compte de l'importance du contrat de travail dans la vie sociale, de l'iniquité qu'il y aurait à permettre à une

classe de citoyens d'en tenir une autre en quelque sorte à sa merci dans des rapports d'où dépendent les conditions matérielles de la vie de l'individu et de la famille, les raisons d'agir ne manquent pas. L'intérêt général exige une répression.

D'autre part, si l'évolution qui pousse employeurs et salariés à une organisation syndicale plus complète réalise un incontestable progrès, il n'en est pas moins évident que, comme tout mouvement appuyé sur la force du nombre et de la communauté d'intérêts, elle porte en elle-même un danger.

Il y a abus dès que, pour s'assurer le monopole du marché d'un produit ou de celui de la main-d'œuvre, un individu ou une association quitte le terrain de la liberté contractuelle pour procéder à des enrôlements de vive force ou pour empêcher l'adhésion des tiers à un groupe concurrent ou adverse.

Il y a abus encore lorsqu'un syndicat ouvrier, disposant de la majorité dans le personnel d'une entreprise ou d'une région, prétend, à la faveur d'un contrat collectif de travail, faire exclure les ouvriers affiliés à une autre association ou qui ne sont affiliés à aucune. Ce n'est plus là l'usage normal du droit d'association et de la liberté contractuelle. C'en est la négation dans le chef d'autrui.

On objectera peut-être que notre législation et nos mœurs autorisent les contrats stipulant la fourniture exclusive d'une marchandise à un client déterminé. Si l'on admet que le travail est une valeur comme une autre, pouvant, au point de vue économique, être assimilée à n'importe quelle marchandise, pourquoi ne pas permettre, en toute circonstance, à un syndicat de se réserver le monopole de la fourniture de la main-d'œuvre nécessaire à un établissement déterminé?

La raison en est que, précisément, le mouvement syndical n'est pas d'ordre purement économique. En fait, l'activité syndicale englobe les intérêts généraux des travailleurs d'une profession : intérêts matériels, intellectuels et moraux. Dépassant, dans son but, les limites de sa profession, elle tend à une réforme de la société. Les divers groupements professionnels existant dans notre pays s'inspirent de principes philosophiques différents, souvent opposés. On peut regretter, au point de vue de l'efficacité du mouvement syndical sur le terrain économique, que la classe ouvrière se trouve ainsi divisée; on peut rechercher, entre groupements ouvriers obéissant à des idéals différents, des ententes en vue de réalisations précises : d'une façon plus générale, on peut souhaiter, entre tous ceux qu'unit l'intérêt professionnel, la bonne entente; il n'en est pas moins vrai que la division des associations ouvrières sur le terrain des idées est un fait dont la réalité s'impose avec la force de l'évidence.

Le législateur doit tenir compte de cette situation.

La loi doit autoriser toutes clauses contractuelles ayant pour but d'assurer aux stipulants des avantages économiques ou professionnels déterminés : taux et bases du salaire, durée du travail, mesures de sécurité, garanties dans les rapports avec la direction, etc.

Mais, lorsqu'il s'agit d'amener un homme à entrer dans un syndicat ou

à en sortir, il y a, pour les motifs qui viennent d'être indiqués et qui touchent à la liberté de conscience, des limites à observer dans le choix des moyens. La propagande par la persuasion est libre comme toute manifestation d'opinion. Que cette propagande soit étayée sur des avantages d'ordre économique, c'est là une démonstration par le fait qui peut avoir sa valeur et qui, en tous cas, ne porte pas atteinte à la liberté de ceux dont on recherche l'adhésion.

Au contraire, tout ce qui tend à mettre un homme dans l'alternative de subir un dommage ou d'accorder à un programme une adhésion que réprouve sa conscience doit être proscrit.

C'est ce que notre législation admet dans d'autres domaines : celui de la liberté du père de famille en matière d'enseignement, par exemple.

Le législateur doit, en ces matières, se borner à fixer les principes. Leur application sera souvent délicate.

Les distinctions que nous venons de faire n'apparaissent pas toujours clairement dans la pratique. Un contrat de travail, par exemple, ne doit pas être nécessairement considéré comme illicite par le fait qu'il stipule l'exclusion de certains ouvriers. Il y a lieu de rechercher si ces clauses ne sont pas justifiées par le désir légitime d'écarter de l'atelier des individus indignes ou dont les agissements tendent à avilir le prix de la main-d'œuvre ou à énerver l'observation loyale de conventions ou d'accords intervenus. L'intérêt professionnel est ici en jeu. L'on ne peut imposer à personne de subir une concurrence déloyale. Par contre, sous le prétexte de réserver à ses membres certains avantages d'ordre économique, un groupement professionnel peut avoir en vue de contraindre toute la main-d'œuvre d'un atelier ou d'une région à s'affilier à un syndicat ou à s'en abstenir, sous peine de se voir privée d'ouvrage. Le but réel est ici de porter atteinte à la liberté syndicale.

La solution de ces difficultés d'application sera l'œuvre d'une jurisprudence attentive au progrès dans une matière où le droit est en pleine évolution.

Quant aux textes que nous proposons, ils tendent à réaliser une transaction loyale entre les diverses tendances qui se sont manifestées et se manifestent au sein des organisations syndicales.

En ce qui concerne la question de la liberté d'association dans les autres domaines, elle fera l'objet d'un projet de loi en préparation sur les associations sans but lucratif.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

LÉON DELAGROIX.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

PROJET DE LOI

tendant à garantir la liberté syndicale.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

La liberté syndicale, c'est-à-dire la liberté d'association pour l'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels est garantie.

ART. 2.

Nul ne peut être contraint de faire partie ou de cesser de faire partie, contre son gré, d'un syndicat.

ART. 3.

Quiconque se fait recevoir membre d'un syndicat, accepte, par son adhé-

WETSONTWERP

tot waarborging van de syndicale
vrijheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp, van wet waarvan de inhoud volgt, zal bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

De syndicale vrijheid, 't is te zeggen de vrijheid van vereeniging tot de studie, de verdediging en de uitbreiding der beroepsbelangen, is gewaarborgd.

ART. 2.

Niemand kan gedwongen worden deel uit te maken of op te houden van deel uit te maken, tegen zijnen wil, van een syndicaat.

ART. 3.

Alwie lid wordt van een syndicaat, aanvaardt, door zijne toetreding, zich

sion, de se soumettre au règlement du syndicat ainsi qu'aux décisions et sanctions prises en vertu de ce règlement.

ART. 4.

Les syndicats peuvent engager leurs membres à quitter un atelier, en observant les préavis d'usage, dès qu'un ou plusieurs ouvriers d'un autre syndicat ou non syndiqués acceptent d'y travailler à des conditions autres que celles obtenues par les membres du syndicat.

ART. 5.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une amende de 26 à 200 francs tous ouvriers, employés, patrons, entrepreneurs d'ouvrage, délégués des patrons ou des entrepreneurs qui auront porté atteinte à la liberté syndicale telle qu'elle est définie par la présente loi, en usant à l'égard de personnes déterminées de voies de fait, de violences ou de menaces, en privant une ou plusieurs personnes de leur emploi ou en les exposant à la perte de leur emploi.

ART. 6.

Seront punis des mêmes peines tous ouvriers, employés, patrons, entrepreneurs d'ouvrage ou délégués des patrons ou des entrepreneurs qui

aan het reglement van het syndicaat te onderwerpen alsmede aan de krachtens dit reglement getroffen besluiten en strafmaatregelen.

ART. 4.

De syndicaten mogen hunne leden aanzetten een werkhuis te verlaten, bij inachtneming van de gebruikelijke tijdsbestekken tot voorafgaandelijke kennisgeving, zoodra één of meer werklieden van een ander syndicaat of niet gesyndiceerd, aanvaarden aldaar te arbeiden op andere voorwaarden dan die door de leden van het syndicaat bekomen.

ART. 5.

Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand of met eene boete van 26 tot 200 frank, alle werklieden, bedienden, patroons, ondernemers van werken, afgevaardigden der patroons of der ondernemers die inbreuk zullen gemaakt hebben op de syndicale vrijheid zooals zij bij deze wet wordt omschreven, door jegens bepaalde personen feitelijkheden, geweld of bedreigingen aan te wenden, door één of meer personen van hunne bezigheid te berooven of door ze aan het verlies hunner bezigheid bloot te stellen.

ART. 6.

Worden met dezelfde straffen gestraft, alle werklieden, bedienden, patroons, ondernemers van werken of afgevaardigden der patroons of der

auront subordonné la conclusion ou l'exécution d'un contrat de travail ou de louage de services à la condition d'affiliation ou de non-affiliation d'un ou plusieurs ouvriers ou employés à un syndicat déterminé.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1920.

ondernemers, die het sluiten of de uitvoering van eene arbeids- of dienstverhuringsovereenkomst ondergeschikt maken aan de voorwaarde van toetreding of niet-toetreding van één of meer werklieden of bedienden tot een bepaald syndicaat.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX

Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,

De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JANUARI 1920.

Ontwerp van wet tot waarborging der syndicale vrijheid

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het zijn niet meer enkelingen, maar groepen, welke heden ten dage tegenover elkander staan bij het sluiten der arbeidsovereenkomsten en bij de moeilijkheden welke uit hare toepassing ontstaan.

Terwijl de nijverheidslieden streven naar onderlinge vereeniging om het verkoopen en het aankopen van hunne voortbrengselen te vergemakkelijken, de voortbrengst te regelen en aldus de vastheid der markten te verzekeren, zijn de werklieden, hunnerzijds, meer en meer doordrongen van het begrip der beroepssolidariteit en zoeken zij in de macht en de tucht hunner vereenigingen de verbetering der arbeidsvoorwaarden.

Hetzij dat zij beroepsvereenigingen stichten onder het stelsel der wet van 31 Maart 1898, hetzij dat, onder aanneming, van eenig andere benaming, zij het stelsel van gemeenrecht aankleven, al deze vereenigingen, bekend onder de algemeene benaming van syndicaten, rusten op overeenkomsten; zij hebben een drukke rechtsbedrijvigheid; hare taak wordt van beteekenis op economisch en maatschappelijk gebied.

Het ontwerp dat U wordt voorgelegd, huldigt het beginsel der syndicale vrijheid. Het staat den werklieden of den bedienden vrij zich te vereenigen. Het staat hun vrij zich niet te vereenigen. Het staat hun vrij deel uit te maken van het syndicaat hunner keuze.

Dat het bewezen zij, dat een patroon een gedeelte van zijn personeel om deze eenige reden heeft afgedankt, dat de doorgezonden werklieden tot een syndicaat behooren, het komt onmogelijk voor, onder het stelsel der huidige Wetgeving, dit feit door eenigen burger- of strafrechtelijken maatregel te beteugelen. Wie, nochtans, ontwaart niet, dat het uitoefenen zulker

bevoegheid de normale voorwaarden tot het sluiten der arbeidsovereenkomst verbreken kan, door eene der partijen in eenen staat van afzondering en minderwaardigheid te behouden. Uit aanmerking van de belangrijkheid der arbeidsovereenkomst in het maatschappelijk leven, van de ongerechtigheid die zou heerschen door te veroorloven dat eene klasse van burgers eene andere om zoo te zeggen in handen zou houden in betrekkingen waarvan de stoffelijke voorwaarden van het leven des enkelings en der familie afhangen, dan ontbreken de gronden tot handelen niet. Het algemeen belang vergt eene betengeling.

Anderdeels, zoo de evolutie, die loongeverers en loontrekkers tot eene vollediger syndicale inrichting drijft, een onbetwistbare vooruitgang is, zoo is het evenwel niet min klaarblijkend dat daarin zelve, zooals in elke beweging die op de kracht van het getal en van de gemeenschap der belangen berust, een gevaar schuilt.

Misbruik ontstaat zoodra, om zich het monopolie der markt van een voortbrengsel of dat des arbeids te verzekeren, een enkeling of eene vereeniging het gebied der vrijheid van overeenkomst verlaat om tot geweldadige inlijvingen over te gaan, of om de toetreding van derden tot eene wedijverende of tegenstrijdige groep te verhinderen.

Misbruik ontstaat ook wanneer een werkliedensyndicaat, dat over de meerderheid van 't personeel eener onderneming of eener streek beschikt, zich met gebruikmaking van een gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst het recht toeëigent werklieden te doen uitsluiten, die deel uitmaken van eene andere vereeniging, of die tot geen enkele behooren. Dit is niet meer de normale uitoefening van het vereenigingsrecht en van de vrijheid van overeenkomst. Het is dezer ontkenning in het hoofd van anderen.

Mischien zal opgeworpen worden, dat onze Wetgeving en onze zeden de overeenkomsten veroorloven, die de uitsluitende levering eener koopwaar aan een bepaalden kalant bedingen. Indien men aanneemt, dat de arbeid eene waarde is gelijk een andere, die, uit economisch oogpunt, kan worden vergeleken met eenigerlei koopwaar, waarom niet toelaten, in alle omstandigheden, aan een syndicaat, zich de monopolie voor te behouden der levering van den handenarbeid, dien eene bepaalde inrichting behoeft?

De reden daarvan ligt in het feit dat, juist, de syndicale beweging niet van zuiveren economischen aard is. In de werkelijkheid omvat de syndicale bedrijvigheid de algemeene belangen der werklieden van een beroep: stoffelijke, geestelijke en zedelijke belangen. Bij het nastreven van doel, de grenzen overschrijdend van het beroep, strekt zij tot eene hervorming der maatschappij. De talrijke beroepsvereenigingen welke in ons land bestaan, zijn door verschillende, dikwijls tegenstrijdige wijsgeerige beginselen bezielde. Men mag, onder opzicht der doeltreffendheid van de syndicale beweging, betreuren dat de werkliedenklasse aldus verdeeld is; men mag, onder de werkliedenvereenigingen welke aan verschillende idealen gehoorzamen, verstandhoudingspunten zoeken met het oog op bepaalde verwezenlijkingen; over 't algemeen, men mag eene goede verstandhouding wenschen onder al diegenen, welke door het beroepsbelang vereenigd zijn; zulks neemt niet

weg, dat de verdeeldheid onder de werkliedenvereenigingen op het gebied der denkbeelden, een feit is waarvan de werkelijkheid zich met onoverkomelijke kracht opdringt.

De Wetgever moet met dezen toestand rekening houden.

De Wet moet alle contractuële bepalingen veroorlooven, welke voor doel hebben aan de bedingers bepaalde economische- of beroepsvoordeelen te verzekeren : bedrag en grondslag van het loon, duur van het werk, veiligheidsmaatregelen, waarborgen in de betrekking met het bestuur, enz.

Maar, wanneer het er op aankomt iemand te bewegen in of uit een syndicaat te treden, zijn er, om de redenen welke hiervoren uiteengezet werden en die de gewetensvrijheid raken, grenzen te eerbiedigen in de keus der middelen. De propaganda door overreding is vrij, zooals alle meeningsuitingen. Dat deze propaganda op voordeelen van economischen aard steunt, dit is een bewijs door de daad, die hare waarde kan hebben en, in alle geval, geen inbreuk maakt op de vrijheid van hen wier toetreding men tracht te bekomen.

Integendeel, al wat streeft om iemand voor het dilemma te stellen, schade te lijden, ofwel aan een programma eene toestemming te verleenen, welke zijn geweten verwerpt, moet geweerd worden.

Zulks wordt door onze Wetgeving op menig ander gebied aangenomen : bijvoorbeeld op dit der vrijheid van den huisvader in zake onderwijs.

De Wetgever moet zich, in deze zaken, bepalen met de grondbeginselen vast te leggen. Hunne toepassing zal dikwijls kiesch zijn.

De onderscheidingen welke wij hooger maken, treden in de praktijk niet altoos duidelijk aan den dag. Eene arbeidsverhuringsovereenkomst, bij voorbeeld, moet niet noodzakelijk als ongeoorloofd aangezien worden, omdat zij de uitsluiting van zekere werklieden bedingt. Men moet nagaan of die bepalingen niet gerechtvaardigd zijn door den rechtmatigen wensch om uit het werkhuis onwaardige gasten te weren of lieden wier handelwijze strekt tot het verlagen van het arbeidsloon of tot het ontzenuwen van het eerlijk naleven van gesloten overeenkomsten of accoorden. Het beroepsbelang staat hier op 't spel. Men mag niemand verplichten eene oneerlijke mededinging te dulden. Integendeel, onder voorwendsel aan zijne leden zekere voordeelen van economischen aard voor te behouden, kan eene beroepsvereeniging beoogen geheel de arbeidskrachten van een werkhuis of van eene streek te verplichten zich aan te sluiten of niet aan te sluiten bij een syndicaat op straf van werkeloosheid. Het ware doel is hier aan de syndicale vrijheid afbreuk te doen.

De oplossing dezer toepassingsmoeilijkheden zal de taak wezen eener rechtspraak waarbij een nauwlettend oog zal worden gehouden op den vooruitgang in eene stof waar het recht in volle evolutie verkeert.

Aangaande de teksten welke wij voorstellen, zij streven naar de verwezenlijking eener eerlijke overeenkomst tusschen de verschillende strekkingen welke zich in den boezem der syndicale inrichtingen hebben geopenbaard en zich openbaren.

Wat betreft het vraagstuk der vereenigingsvrijheid op ander gebied, dat zal het voorwerp uitmaken van een wetsontwerp, thans in voorbereiding, op de vereenigingen zonder winstdoel.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

JH. WAUTERS.

— 100000 —

PROJET DE LOI

tendant à garantir la liberté syndicale.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

La liberté syndicale, c'est-à-dire la liberté d'association pour l'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels est garantie.

ART. 2.

Nul ne peut être contraint de faire partie ou de cesser de faire partie, contre son gré, d'un syndicat.

ART. 3.

Quiconque se fait recevoir membre d'un syndicat, accepte, par son adhé-

WETSONTWERP

tot waarborging van de syndicale vrijheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp, van wet waarvan de inhoud volgt, zal bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

De syndicale vrijheid, 't is te zeggen de vrijheid van vereeniging tot de studie, de verdediging en de uitbreiding der beroepsbelangen, is gewaarborgd,

ART. 2.

Niemand kan gedwongen worden deel uit te maken of op te houden van deel uit te maken, tegen zijnen wil, van een syndicaat.

ART. 3.

Alwie lid wordt van een syndicaat, aanvaardt, door zijne toetreding, zich

sion, de se soumettre au règlement du syndicat ainsi qu'aux décisions et sanctions prises en vertu de ce règlement.

ART. 4.

Les syndicats peuvent engager leurs membres à quitter un atelier, en observant les préavis d'usage, dès qu'un ou plusieurs ouvriers d'un autre syndicat ou non syndiqués acceptent d'y travailler à des conditions autres que celles obtenues par les membres du syndicat.

ART. 5.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une amende de 26 à 200 francs tous ouvriers, employés, patrons, entrepreneurs d'ouvrage, délégués des patrons ou des entrepreneurs qui auront porté atteinte à la liberté syndicale telle qu'elle est définie par la présente loi, en usant à l'égard de personnes déterminées de voies de fait, de violences ou de menaces, en privant une ou plusieurs personnes de leur emploi ou en les exposant à la perte de leur emploi.

ART. 6.

Seront punis des mêmes peines tous ouvriers, employés, patrons, entrepreneurs d'ouvrage ou délégués des patrons ou des entrepreneurs qui

aan het reglement van het syndicaat te onderwerpen alsmede aan de krachtens dit reglement getroffen besluiten en strafmaatregelen.

ART. 4.

De syndicaten mogen hunne leden aanzetten een werkhuis te verlaten, bij inachtneming van de gebruikelijke tijdsbestekken tot voorafgaandelijke kennisgeving, zoodra één of meer werklieden van een ander syndicaat of niet gesyndiceerd, aanvaarden aldaar te arbeiden op andere voorwaarden dan die door de leden van het syndicaat bekomen.

ART. 5.

Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand of met eene boete van 26 tot 200 frank, alle werklieden, bedienden, patroons, ondernemers van werken, afgevaardigden der patroons of der ondernemers die inbreuk zullen gemaakt hebben op de syndicale vrijheid zooals zij bij deze wet wordt omschreven, door jegens bepaalde personen feitelikheden, geweld of bedreigingen aan te wenden, door één of meer personen van hunne bezigheid te berooven of door ze aan het verlies hunner bezigheid bloot te stellen.

ART. 6.

Worden met dezelfde straffen gestraft, alle werklieden, bedienden, patroons, ondernemers van werken of afgevaardigden der patroons of der

auront subordonné la conclusion ou l'exécution d'un contrat de travail ou de louage de services à la condition d'affiliation ou de non affiliation d'un ou plusieurs ouvriers ou employés à un syndicat déterminé.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1920.

ondernemers, die het sluiten of de uitvoering van eene arbeids- of dienstverhuringsovereenkomst ondergeschikt maken aan de voorwaarde van toetreding of niet-toetreding van één of meer werklieden of bedienden tot een bepaald syndicaat.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX

Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,

De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,

J. WAUTERS.

